



Les députés de la Nupes, lors de la minute de silence après l'attaque au couteau d'Annecy, à l'Assemblée, à Paris, le 8 juin. LUDOVIC MARIN/AFP

« Dire que l'immigration est une chance pour la France est une réalité historique »

Pour l'historien de la classe ouvrière, Gérard Noiriel, la gauche a toujours été embarrassée pour articuler la question nationale et son combat pour les valeurs universelles

ENTRETIEN

Historien spécialiste de l'Etat-nation, de l'immigration et de la classe ouvrière, Gérard Noiriel, directeur d'études de l'Ecole des hautes études en sciences sociales (EHESS), est notamment l'auteur de *Vivre et lutter à Longwy* (Maspero, 1980), et du *Creuset français. Histoire de l'immigration XIX^e-XX^e siècle* (Seuil, 2016).

Quand il s'agit d'immigration, la gauche semble gênée pour bâtir un discours qui ne soit pas qu'une réaction à ceux de la droite et de l'extrême droite. Pourquoi ?

Il n'y a rien de nouveau là-dedans. A la fin du XIX^e siècle, la République intègre les classes populaires au sein de l'Etat-nation. La question se pose pour la gauche dès ce moment. Les marxistes sont gênés parce qu'à côté de leur universalisme de classe, (« *Proletaires de tous les pays, unissez-vous* »), ils doivent aussi défendre les intérêts des ouvriers français. La ligne de conduite qui tend à s'imposer alors consiste à défendre les intérêts des travailleurs français, d'un côté, et de lutter contre les discriminations dont sont victimes les étrangers, de l'autre, en pointant la responsabilité des patrons dans l'opposition entre Français et étrangers.

Parler d'immigration est-il devenu honteux à gauche ?

Il ne s'agit pas de « honte », mais d'embarras car l'immigration est un sujet qui fait partie du discours sur la nation. Or, depuis la fin du XIX^e siècle, c'est un sujet de prédilection pour la droite. Dans son dernier article paru dans *L'Humanité*, en 1914, quelques jours avant son assassinat, Jaurès écrit : « *Il n'y*

a pas de plus grand problème que l'immigration. » Depuis la fin du XIX^e siècle, en effet, de nombreuses rixes entre ouvriers français et étrangers avaient éclaté. Les syndicats reprochaient aux patrons d'utiliser les étrangers pour casser les grèves, baisser les salaires. Jaurès déplore cette concurrence, mais il est conscient aussi que la France ne pourra pas rester une grande puissance économique sans recourir massivement à l'immigration.

La France a eu l'un des taux d'immigration les plus forts du monde à la fin des années 1920. Dire que l'immigration est une chance pour la France n'est donc pas qu'un slogan de la « gauche morale », comme on peut le lire parfois. C'est une réalité historique. D'ailleurs, le vieillissement de notre population et la pénurie de main-d'œuvre dans certains secteurs prouvent que la France aura encore recours à l'immigration dans les années qui viennent.

A l'inverse, certains, comme le secrétaire national du Parti communiste (PCF), Fabien Roussel, prônent un besoin de protection des travailleurs français, y compris contre une concurrence immigrée...

Ce type de propos s'inscrit dans le prolongement des contradictions de la gauche face à l'immigration. Dans les années 1920, la politique du PCF était inspirée par les thèses de Lénine. Celui-ci considérait que les travailleurs coloniaux et les immigrés étaient le cœur du prolétariat qu'il fallait mobiliser pour faire la révolution. Mais, en 1936, quand le PCF est devenu un allié de la gauche au pouvoir, son discours sur l'immigration s'est infléchi. On trouve même des articles de l'époque dans *L'Humanité* repre-

nant le slogan : « *La France aux Français.* » Le rôle des militants communistes dans la Résistance va accentuer cette logique nationale. Georges Marchais [secrétaire général du PCF de 1972 à 1994] la prolongera avec le discours « *Produisons français* ». Slogan repris par M. Macron.

Les discours de la droite et de l'extrême droite ont gagné du terrain...

Oui, surtout depuis les années 1980. Les représentations négatives de l'immigration se sont diffusées dans l'opinion pour différentes raisons. Il faut bien sûr évoquer la crise économique et sociale car c'est toujours un facteur qui favorise les discours xénophobes. Mais il ne faut pas oublier que les luttes pour l'hégémonie politique passent aussi par le langage. Le mot « immigré » s'est imposé dans le discours commun et dans les catégories statistiques, alors qu'auparavant on comptabilisait des travailleurs « étrangers ». On est passé ainsi d'un discours privilégiant la nationalité juridique des personnes à un discours qui fait une place à l'origine de ces personnes (puisque la catégorie d'« immigré » englobe des Français d'origine étrangère). Ce nouveau langage a conforté les discours sur le « grand remplacement », alors que la France n'est plus un grand pays d'immigration.

Par ailleurs, la « fait diversion » de la politique crée une ambiance anxiogène, donnant le sentiment que l'on vit dans une société de plus en plus violente, ce qui est contredit par toutes les études statistiques sérieuses. Cela a été exploité, sur le plan politique, par la droite et l'extrême droite traditionnellement plus habiles que la gauche pour mobiliser les émotions plutôt que la raison.

« LE GOUVERNEMENT HOLLANDE S'EST ALIGNÉ SUR LA DROITE EN MATIÈRE D'IMMIGRATION »

Comment alors construire un discours de gauche audible ?

Le discours de gauche est devenu hégémonique quand les forces qui la composent se sont rassemblées pour relier sa composante sociale et sa composante humaniste. Ce fut déjà le cas en 1902, au lendemain de l'affaire Dreyfus, avec la victoire du « bloc des gauches ». Puis avec le Front populaire de 1936 et, enfin, en 1981. François Mitterrand a gagné la présidentielle notamment parce qu'il a soutenu la lutte des associations pour la régularisation des sans-papiers. Puis est arrivé le temps des déceptions car la gauche n'a pas réussi à réduire le chômage, et la désindustrialisation du pays s'est poursuivie.

Dans le même temps, ceux qui s'efforçaient de maintenir les valeurs humanistes de la gauche se sont focalisés sur l'antiracisme. D'où un net affaiblissement, y compris chez les intellectuels de gauche, de la réflexion sur la question nationale, souvent confondue avec la question raciale. Cela s'est traduit, notamment, par un désintérêt croissant pour le droit d'asile qui fut pourtant un idéal que la gauche a souvent défendu avec succès dans le passé, en mobilisant aussi les émotions des Français.

L'antiracisme a freiné la réflexion des gauches sur l'immigration ?

A partir des années 1980, la droite a imposé son hégémonie en plaçant au centre du discours politique les questions identitaires au détriment du discours social, traditionnellement plus favorable à la gauche. C'est sur ce terrain identitaire que se sont repliés une partie des porte-parole se réclamant de la gauche. La réflexion sur l'articulation entre les discriminations fondées sur la religion ou la couleur de peau et celles qui reposent sur la nationalité des personnes a été marginalisée.

Sur le plan intellectuel, il s'agit là d'une régression par rapport à toute l'œuvre du sociologue franco-algérien Abdelmalek Sayad. Elle contribue à occulter le fait que parmi les principales discriminations qui existent dans le monde, il y a celles qui sont construites sur le critère de la nationalité. Malheureusement, la réflexion collective sur ces sujets est devenue très difficile.

1902, 1936, 1981. Vous ne mentionnez pas 2012 ? Et 2027 ?

En 2012, la gauche a effectivement gagné les élections, mais le gouvernement de François Hollande s'est aligné sur la droite en matière d'immigration. Le paroxysme de cette droitisation a été atteint quand Manuel Valls est devenu premier ministre, avec le projet d'extension de la déchéance de nationalité à tous les binationaux. Quant à 2027, l'élection est encore loin, cela laisse le temps aux forces de gauche d'entreprendre sérieusement une réflexion pour aboutir à des propositions susceptibles d'être soutenues par la majorité des électeurs, sans renier leurs anciennes valeurs humanistes. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR
JULIE CARRIAT
ET SANDRINE CASSINI

Dans l'opinion, les questions migratoires ne sont pas une priorité

De nombreux sondages montrent que les Français sont davantage préoccupés par le pouvoir d'achat ou les enjeux climatiques

Il y a trop d'immigrés en France». Ainsi pourrait se résumer l'opinion majoritaire qui imprègne la société, si l'on se fie aux sondages qui testent cette idée, à l'image de la dixième vague de l'étude « Fractures françaises », réalisée fin 2022 par Ipsos-Sopra Steria pour *Le Monde*, la Fondation Jean Jaurès et le Cevipof et selon laquelle 66 % des Français se retrouvent dans l'affirmation selon laquelle il y a trop d'étrangers.

« Ce constat est largement partagé dans l'opinion publique depuis au moins vingt ans », abonde Jérôme Fourquet, directeur du département opinion de l'IFOP. Mais cette disposition doit être nuancée. Aussi nombreux soient-ils à le penser, les Français ne font pas du sujet une priorité. A la question « Quels sont les trois enjeux qui vous préoccupent le plus à titre personnel ? » et parmi onze choix, 18 % des Français choisissent l'immigration, derrière le pouvoir d'achat (54 %), la protection de l'environnement (34 %), l'avenir du système social (26 %) et la délinquance (18 %).

« Il y a un décalage entre un discours qui consiste à dire qu'il y a un phénomène de saturation et l'opinion qui est plutôt en train de se détendre », appuie Emmanuel Rivière, directeur des études internationales et du conseil politique de Kantar Public.

« La tolérance progresse »

Certains analystes vont plus loin. Sociologue à Sciences Po Bordeaux, Vincent Tiberj juge que « l'argument de l'opinion publique fait partie de la rhétorique d'acteurs qui ont intérêt à ce que l'on parle de leur sujet plutôt que, par exemple, des inégalités sociales ». En réalité, soutient-il, « l'opinion des Français dépend de la question qu'on leur pose ». « Les attitudes vis-à-vis de l'immigration sont malléables et dépendent du cadre qui en est fait, appuie Tristan Guerra, politiste à Sciences Po Grenoble. Et les anti-immigration peuvent être enclins à des compromis sur ce sujet si on leur tient un discours différent. »

Selon le baromètre de la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH)

d'avril 2022, qui est conduit tous les ans depuis 1990 en face-à-face auprès de plus d'un millier de sondés, 72 % des Français pensent que la présence d'immigrés est une source d'enrichissement culturel, et 81 % estiment que les travailleurs immigrés doivent être considérés comme chez eux en France car ils contribuent à l'économie française. « Cette position globalement positive sur les immigrés n'empêche pas le maintien de certaines positions critiques, 52 % des Français estimant que de nombreux immigrés viennent en France uniquement pour profiter de la protection sociale et 35 % que l'immigration est la principale cause de l'insécurité », souligne la CNCDH.

« Selon que l'on veut dire des Français qu'ils sont racistes ou pas, on sait quelle question leur poser, rebondit M. Tiberj, qui travaille à l'élaboration de ce baromètre. Ce qui est certain, c'est que sur le temps long, la tolérance progresse, sous l'effet notamment du renouvellement générationnel et de l'augmentation du niveau d'éducation. Mais il y a face à cela des effets de

contexte, qui tiennent notamment à la façon dont on parle de l'immigration. Or, depuis plusieurs mois, on entend de moins en moins de discours qui n'activent pas des craintes vis-à-vis de l'immigration. » En première position dans le programme du Rassemblement national (RN), fer de lance du parti Les Républicains (LR) dans sa volonté de démarcation vis-à-vis du pouvoir macroniste, l'immigration est devenue un marqueur important des identités politiques.

« Un clivage social »

« A une époque, les gens votaient selon des critères socio-économiques, retrace Vincent Tiberj. Depuis, la gauche a accepté l'économie de marché, et la droite l'Etat social, alors on se distingue sur du culturel. » Le politiste Tristan Guerra partage ce constat selon lequel « les attitudes vis-à-vis de l'immigration sont de plus en plus liées au positionnement politique ». Des sondages étaient ce clivage structurant : interrogés par exemple par l'IFOP-Fiducial le jour du second tour de l'élection présidentielle en 2022, 26 % de ceux qui ont

apporté leur suffrage à Emmanuel Macron disent que la lutte contre l'immigration clandestine a été un enjeu déterminant dans leur vote (parmi dix thèmes proposés), contre 75 % des électeurs de Marine Le Pen. « Il y a deux France, une très polarisée sur cette question-là, et une autre qui relativise fortement tous ces sujets, analyse Jérôme Fourquet. C'est un clivage social. 32 % des cadres et professions intellectuelles supérieures disent que c'est un enjeu déterminant, contre 60 % des ouvriers. »

Reste à comprendre ce qui fonde les idées qui connotent négativement l'immigration. « On mélange énormément de choses, avance Emmanuel Rivière. L'association entre immigrés et chômage qui avait cours dans les années 1980 est tombée en désuétude. De même que les années 1990 ont fortement associé l'immigration et l'insécurité. Aujourd'hui, on est sur l'idée que l'immigration pèse sur les comptes sociaux et il y a aussi une interrogation sur l'identité, le vivre-ensemble. » Selon une enquête BVA-Fondation Jean Jaurès, « L'immigration, ce grand tabou (de la

gauche) », publiée en mars, l'immigration est d'abord associée à l'insécurité, la violence et l'islamisme, parmi une liste de douze thèmes, devant l'intégration ou les conditions d'accueil.

Or, un certain nombre d'idées sont le fruit de préjugés erronés. L'étude Eurobaromètre de 2021 montre qu'en France (et dans la plupart des pays d'Europe), l'évolution sur dix ans du taux d'emploi et du niveau d'études des immigrés extracommunautaires ainsi que celle des résultats scolaires de leurs enfants sont perçues de manière moins positive que la réalité. De même, un sondage de l'IFOP réalisé pour le Musée national de l'histoire de l'immigration en mai, et rendu public le 13 juin, souligne que les personnes interrogées surestiment la part d'immigrés dans la population, la part des hommes parmi eux, des ressortissants de pays extra-européens et des non-diplômés. « Plus la connaissance est faible, voire erronée, et plus les opinions sont en défaveur de l'immigration », souligne la publication. ■

JULIA PASCUAL